



12, rue de Louvois - 75002 PARIS- tel / 01.40.15.82.68 - fax / 01.40.15.85.99- [sud@culture.fr](mailto:sud@culture.fr)

## Intervention SUD Culture CTPM 10 novembre 2010

**Monsieur le Ministre, Monsieur le Directeur de cabinet,**

Ainsi donc, en Avignon, une nouvelle doctrine est née, pour donner un nouveau souffle à ce ministère dont vous avez la charge : La Culture pour chacun ! Ça sonne comme une nouvelle marque de lessive, sponsorisée par on ne sait quel publicitaire en vue ! Mais depuis la RGPP, nous savons que l'industrie publicitaire fait partie des domaines importants de l'activité du MCC. Au sein de la DGMIC, elle vient juste après le développement des médias et loin devant le livre et la lecture !

Vous avez choisi de jeter le bébé avec l'eau du bain : exit la démocratisation culturelle au prétexte qu'elle n'était pas parvenue à réaliser l'objectif de la Culture pour tous ! La belle affaire ! Vous lui opposez dorénavant ce que vous appelez « la culture pour chacun », c'est à dire, selon nous, l'idée d'une culture de consommation dont les offres multiples répondraient à un clientélisme fort éloigné de l'idée même de service public de la Culture.

C'est pourquoi nous vous posons la question, Monsieur le Ministre :

**Culture pour tous ou pour chacun ? A moins que, comme d'autres - des esprits mal intentionnés certainement - l'ont avancé, il s'agisse de promouvoir l'inculture pour chacun plutôt que la culture pour tous ! Est-ce cela dorénavant la nouvelle doctrine du ministère de la culture et de la communication ?**

Je vous cite, Monsieur le Ministre : « La crise économique et sociale que nous traversons pose à nouveaux frais la question du « faire société ensemble » alors même que s'accroît l'individualisation des pratiques, y compris les pratiques culturelles. Face à ce constat, la « Culture pour chacun » se veut une mobilisation des acteurs non seulement pour l'élargissement des publics mais aussi pour une adaptation de l'offre aux évolutions de notre société et au numérique. Je veux diriger résolument les efforts du ministère vers une culture partagée et diversifiée qui ne laisse à l'écart aucun territoire, aucun groupe social, aucune classe d'âge ».

Pour notre part, nous considérons – et nous ne faisons ici que répéter ce que nous avons dit et écrit publiquement, dans cette même enceinte ou lors des deux premiers contre forums que nous avons organisés nous aussi en Avignon que vous conduisez la politique culturelle de ce pays dans une impasse. Nous souscrivons totalement à ce qui est écrit en quatrième de couverture de l'ouvrage de Serge Chaumier : *L'INCULTURE POUR TOUS. La nouvelle utopie des politiques culturelles* :

« Comme tout est devenu culture, il ne sert plus à rien de se cultiver. Cinquante ans après sa création, le ministère de la Culture est pris à parti, et Malraux voit son action contestée. L'état qui jusque-là était un vecteur d'entraînement, paraît à la traîne, pire même, il semble entériner aujourd'hui un retrait généralisé au profit des industries culturelles. Pourquoi en sommes-nous arrivés à de telles confusions à l'heure où la démocratisation culturelle, cette belle utopie de porter la culture à tout un chacun, ne veut plus rien dire ? »

( Quatrième de couverture proposée par son éditeur l'Harmattan ).

## La Culture au bûcher des vanités ?

Après la destruction des droits sociaux des intermittents confirmée par l'accord de 2006, c'est aujourd'hui le cadre public du théâtre et de la culture que le gouvernement s'emploie à faire disparaître. Hier trop d'intermittents, aujourd'hui trop de compagnies, demain trop de théâtres.

À regarder l'évolution des budgets du ministère de la Culture, les réglementations de plus en plus kafkaïennes qui organisent l'octroi des subventions, la réforme en cours des financements des collectivités locales : c'est l'ensemble du service public du théâtre qui passe sous la toise de la concurrence, de la compétition, de l'excellence et de l'évaluation. Bref, la privatisation et la guerre de tous contre tous.

Le scénario déjà écrit pour les hôpitaux, la Poste sera rejoué pour la culture : on refuse de donner les moyens d'assurer le service public et une fois que celui-ci est discrédité, on le privatise.

Non seulement la culture - comme tous les biens communs de l'humanité (éducation, recherche, santé, énergie, etc.) - est soumise au processus généralisé de marchandisation des activités humaines sur la totalité de la planète, sous la houlette de l'AGCS (Accord général sur le commerce des services), mais on assiste désormais à un accompagnement de cette logique par les politiques culturelles mises en œuvre et en particulier par celle du ministère de la culture et de la communication (MCC). Aujourd'hui, le MCC a perdu son âme : c'en est bel et bien fini d'un ministère faisant rempart contre la marchandisation généralisée. Au contraire, et c'est là un tournant décisif accompli depuis plusieurs années et concrétisé par ce nouveau gadget de « la culture pour chacun », la culture est devenue une nouvelle source de profit pour le système capitaliste.

En réalité, derrière la RGPP (restriction générale des politiques publique !), et en parallèle avec la destruction de l'outil que représente le service public, s'affirme la nouvelle orientation de l'État. Pour ce qui concerne le ministère de la culture, c'est la priorité affichée au soutien aux industries culturelles, au détriment du soutien aux secteurs culturels non marchands. C'est là un changement de paradigme, une véritable rupture et un déplacement de la légitimité au cœur même de L'État bourgeois.

Oui, la culture est en danger. Pas uniquement celle défendue par le ministère du même nom. Toute la culture du bien public, de la solidarité, entre les générations et les individus. Une nouvelle période s'ouvre où l'offre culturelle est incitée à se formater, prétendument au nom des choix supposés du public.

**Le danger à terme n'est pas la disparition de la culture, mais la forme de culture qui sera proposée à tous.** On peut l'imaginer sans peine en observant le sort réservé aux soignants des hôpitaux, aux postiers, et bientôt aux retraités. Un service public dégradé gangrené par des espaces privés qui sont systématiquement proposés en alternative pourvu qu'on ait les moyens de se les payer. Pour ceux qui le peuvent, les cliniques, les services de distribution express, les retraites privées, pour les autres, « le pain le plus noir et l'eau la plus claire », c'est à dire le minimum pour assurer la paix sociale et sauvegarder les apparences.

Tous les acteurs de la culture et au delà, tous celles et ceux qui pensent que toute activité n'a pas à obéir à une logique comptable, utilitaire, concurrentielle condamnent tous cette politique de régression sociale ! **Pour nous, il ne saurait y avoir de culture sans droits sociaux**

L'idéologie libérale dont vous êtes, quoique que vous puissiez en dire, Monsieur le Ministre, l'un des partisans actifs – solidarité gouvernementale oblige ! Et chacun sait qu' « un ministre, ça ferme sa gueule ou ça démissionne ! » s'attache à dominer la population, par le biais notamment d'une dépendance économique, en enfermant les individus dans un état de précarité, plus ou moins sensible, mais qui toujours conditionne la façon de vivre et de penser.

**La contre réforme des retraites vise à détruire un droit durement gagné par les luttes ouvrières : le droit au repos après une vie donnée aux entreprises.**

Qu'en sera-t-il demain, en particulier, des millions de précaires – et nous ne pensons pas seulement aux intermittents du spectacle mais aussi à tous les hors statuts – vacataires et CDD qui peuplent notre ministère comme tous les autres - aussi victimes d'un système organisé de telle façon qu'il maintient en permanence une partie de la population à l'écart de l'emploi ?

Il en est, Monsieur le Ministre, de la gestion des retraites comme de la gestion de la précarité : chacun est culpabilisé pour pousser tout le monde à rester disponible sur le marché de l'emploi le plus longtemps possible. Nous devrions avoir honte de vivre plus longtemps, nos grands parents devraient culpabiliser d'avoir fait trop d'enfants, nos parents pas assez.

Et nous serions tous coupables d'endetter l'entreprise-France. Pendant ce temps, les assurances privées et les banques développent de plus en plus des retraites complémentaires, à l'affût de ce marché d'avenir – C'est ce que nous avons dénoncé publiquement en organisant l'occupation symbolique du siège de la société

Malakoff Médéric, spécialisée dans ce commerce lucratif et qui, pour cela a eu l'autorisation de négocier avec la Caisse nationale de Prévoyance sous les auspices de la Cour des Comptes (un excellent dossier sur ce sujet a été publié dans l'hebdomadaire *Politis*). Société Malakoff Médéric dont le PDG, Guillaume Sarkozy, n'est autre que.....

**Ce qui se passe dans la culture est symptomatique de la démarche générale du gouvernement.**

**2 points par mi bien d'autres :**

1. Dans le contexte des contre-réformes actuelles, il est légitime de s'inquiéter sur le résultat des **négociations UNEDIC** prévues pour la fin de l'année. Que comptez-vous faire ?

**2. Sur les évolutions technologiques en cours :** sont-elles vraiment au service de l'art cinématographique ? Ou, d'abord, au service de l'industrie du cinéma ? Quelles sont les conséquences qu'entraînera nécessairement le passage du cinéma au tout numérique, tant sur le plan des conditions de travail des salarié -es du secteur, que du point de vue de la production cinématographique. ?

Après plus de 100 ans de cinéma « argentique », le cinéma continue sa révolution industrielle et financière. Dès l'année prochaine, le numérique remplacera le film projeté à partir d'une pellicule argentique. C'est la mort programmée d'un métier.

Avec la dématérialisation des films et l'arrivée des projections numériques, si sur les écrans la différence sera peu visible pour le spectateur, il n'en ira pas de même pour les emplois dans les cabines de projection. Entre 25 et 50% des effectifs seront supprimés.

Dans les cinémas UGC, la mise en application du Plan de Sauvegarde de l'Emploi crée 95 licenciements. Chez Euro Palaces - les cinémas Pathé-Gaumont - , les accords de GPEC (gestion prévisionnelle de l'emploi et des compétences !) déjà négociés entérinent cette disparition à coup de mesurées....

Tous les grands groupes Pathé - Gaumont, CGR, MK2, UGC. se sont déjà lancés dans la course à l'équipement numérique. Il y a des parts de marché à saisir et des concurrents à prendre de vitesse !

Certains exploitants (Pathé - Gaumont) ont personnellement investi l'argent (des banques) ou d'autres comme les groupes CGR, MK2 ont fait intervenir des tiers investisseurs qui percevront les VPF (*Virtual Print Fee*). Les salles deviennent alors dépendantes d'un équipement et d'une maintenance qu'elles n'ont pas choisis. Avec encore la maîtrise de leur programmation ?

Les contrats des VPF entre exploitants et distributeurs sont parfois en cours de négociation, parfois déjà signés . sauf pour nombre de petits distributeurs et exploitants indépendants.

Les financements se feront (ou pas) avec l'aide des collectivités territoriales et du « grand emprunt sarkozien ». Bref, **nouvelles technologies et optimisation des coûts s'allient contre l'emploi.**

**Les majors de la profession négocient le nouveau modèle économique . sur le dos des salarié-s.**

**Envisagez-vous une politique ambitieuse pour la restructuration de l'industrie cinématographique qui ne laisse pas sur le bord de la route l'avenir des salariés de ce secteur ? Ou bien allez-vous laisser faire ? Car, avec le passage au numérique, plus d'un emploi de projectionniste sur trois passera à la trappe !**

**Nous ne voulons pas de cette réalité-là !!!**

On brandit la crise... Et pourtant... Lorsqu'une partie du programme du Conseil National de la Résistance a été mis en place, la France était dans un état de crise bien pire qu'aujourd'hui.

Or les Trente Glorieuses n'auraient pas été possibles sans cette législation sociale. La preuve a été faite : l'investissement social est un investissement économique formidable.

Voilà pourquoi nous refusons la culpabilisation ces réformes mortifères.

Voilà pourquoi nous exigeons des réformes qui respectent les droits sociaux, qui assurent à chacun l'accès aux biens communs de l'humanité, qui permettent de recréer un système dans lequel la liberté d'exister pleinement cesse d'être réservé à une minorité.

SUD Culture Solidaires défend un projet pour le cinéma, pour le spectacle vivant - comme pour l'ensemble de la culture - qui repose sur la défense de la diversité culturelle, des lieux comme des ouvres, mais aussi des emplois.

le 10 novembre 2010